

.....
.....
.....

Lettre recommandée avec AR

....., le/...../.....

M.,

Nous vous avons exposé lors de notre entretien préalable en date du les raisons pour lesquelles nous envisageons votre licenciement pour motif économique. Nous vous les rappelons ci-après.

.....
.....
.....
.....
.....

Afin d'éviter votre licenciement, nous avons activement recherché toutes les possibilités de reclassement tant dans l'entreprise et dans le groupe qu'auprès d'entreprises extérieures, mais nos tentatives se sont révélées infructueuses.

Compte tenu de ces éléments, nous sommes donc contraints de vous notifier votre licenciement pour motif économique.

Par la présente nous vous proposons, conformément à l'article L. 321-4-2 du Code du travail, de bénéficier dès le début de votre préavis des prestations du plan d'aide au retour à l'emploi telles que définies dans les documents que nous vous avons remis lors de l'entretien préalable (notice d'information sur le PARE anticipé, dossier d'acceptation, coordonnées de l'Assedic compétente pour recevoir votre dossier).

À compter de la première présentation de la présente, vous bénéficiez d'un délai de huit jours pour nous faire connaître votre choix et, en cas d'option pour le PARE anticipé, déposer votre

dossier à l'Assedic, dans ce même délai. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un refus.

En tout état de cause, la date de première présentation de la présente marque le point de départ de votre préavis d'une durée de mois que nous vous demandons d'exécuter.

Votre licenciement prendra donc effet le/...../.....

Conformément à l'article L. 321-14 du Code du travail, vous bénéficierez, durant l'année qui suivra la fin de votre préavis, d'une priorité de réembauchage à condition d'en faire la demande dans l'année suivant la date de rupture de votre contrat de travail. Cette priorité concerne les postes compatibles avec votre qualification et ainsi que tous ceux qui correspondraient à une nouvelle qualification acquise après le licenciement, sous réserve que vous nous la fassiez connaître.

Enfin, nous vous informons que nous renonçons à l'application de la clause de non-concurrence figurant dans votre contrat de travail.

Veillez agréer, M, l'expression de nos salutations distinguées.

(Qualité du représentant de la société)

(Signature)

(Nom)